

LE DEVOIR

Le Devoir

ECONOMIE, mercredi 17 mars 2004, p. c5

Les oubliés du réveil de la Chine

Derrière la croissance phénoménale du PIB, l'évolution des conditions des travailleurs ne suit pas la cadence

Castonguay, Alec

«La Chine part de vraiment loin. C'est un monde complètement différent, particulièrement en matière de conditions de travail.» Patrick Paradis, président de **Giolong** International, une firme d'experts-conseils qui se spécialise dans l'immense marché que représente l'empire du Milieu, résume à merveille la pensée de tous ceux qui mettent les pieds en Chine pour brasser des affaires.

C'est tout simplement autre chose. Et rien ne vaut l'arrivée dans un village chinois - de la taille de Chicoutimi, Trois-Rivières ou Laval - pour s'en convaincre. «Les manufactures ont l'obligation implicite d'offrir à leurs employés un logement et un peu de nourriture, comme un bol de riz et des légumes», explique Patrick Paradis, qui a des bureaux à Pékin et à Shanghai. «Quand tu entres dans une ville, tu vois des jardins autour des usines, que la compagnie utilise pour nourrir son personnel. Les gens dorment dans d'énormes dortoirs qui peuvent contenir des centaines d'employés. Ça fait un drôle de paysage industriel!»

Malgré la croyance, les multinationales étrangères offrent de meilleures conditions de travail - des salaires de 40 à 60 % plus élevés - que les compagnies typiquement chinoises, plus sauvages que les géants d'outre-mer, qui cherchent à ne pas attirer l'attention. «On pense souvent que la Chine offre les plus bas salaires de la planète, mais ce n'est pas le cas. Ça s'améliore dans beaucoup de secteurs depuis 20 ans. La progression est lente mais constante», souligne Gordon Betcherman, joint par Le Devoir à Washington, où il est économiste spécialisé dans le marché du travail et membre de l'équipe de protection sociale de la Banque mondiale.

Le ministère du Développement économique et régional du Québec estimait qu'en 2001, en tenant compte d'une productivité de 40 heures par semaine et des avantages sociaux, un travailleur du vêtement et du textile en Chine gagnait 69 ¢ l'heure, comparativement à 14,29 \$ au Canada. Si le Mexique (2,20 \$ l'heure) et la Thaïlande (1,18 \$) offrent plus que la Chine, l'Inde (58 ¢) et l'Indonésie (32 ¢) sont encore moins généreux dans ce secteur, l'un des plus compétitifs et des moins bien rétribués au monde.

Reste que le salaire, facile à comparer, cache des conditions d'emploi particulièrement difficiles dans plusieurs domaines. En effet, même si le produit intérieur brut (PIB) de la Chine bondit de 8 à 10 % par année, même si l'empire du Milieu fabrique désormais 70 % des jouets de la planète, 70 % des photocopieurs et 40 % des micro-ondes et des chaussures de sport, il n'y a toujours pas de semaines de vacances, d'assurance dentaire, de chômage, d'aide sociale... Les congés de maladie restent un rêve pour les 730 millions de travailleurs chinois.

«Quand l'employé est vraiment malade et doit s'absenter, il doit trouver quelqu'un pour le remplacer au travail, explique Patrick Paradis. Ça peut être son beau-frère ou un ami, peu importe, tant que quelqu'un prend sa place pour ne pas ralentir l'usine.» Les employés doivent fréquenter leur usine 12 heures par jour et six jours par semaine, soit l'horaire régulier en Chine.

1059 travailleurs meurent chaque jour

Les accidents de travail et les maladies liées à l'emploi sont monnaie courante en Chine. En fait, le pays se classe bon premier dans le monde, devant l'Inde et d'autres pays asiatiques, en ce qui concerne les maladies respiratoires, les problèmes d'estomac, les cancers et autres troubles de santé dus à des conditions de travail désastreuses. «C'est un gros problème en Chine. Par rapport aux standards internationaux, c'est dramatique», souligne Gordon Betcherman.

Les chiffres sont astronomiques: en 2002, 386 645 travailleurs sont morts d'une maladie ou d'un accident liés à leur emploi, soit l'équivalent de 1059 personnes par jour, selon les chiffres du gouvernement chinois, compilés par l'Organisation internationale du travail. La mortalité touche 11,1 travailleurs par tranche de 100 000 habitants, contre une moyenne de 4,4 aux États-Unis.

La Chine est aux prises avec les mêmes transformations qui ont frappé les pays occidentaux lorsque l'industrialisation a commencé. Le pays, agricole à 85 % en 1980, ne l'est plus qu'à 60 % aujourd'hui. Les régions rurales,

qui offrent moins de possibilités d'emploi,

se vident au profit des villes, devenues le moteur de la croissance économique.

«Le marché du travail n'arrive pas à absorber cette urbanisation galopante, cette main-d'oeuvre peu qualifiée et analphabète», raconte Gregor Murray, qui visite régulièrement la Chine à titre de professeur de relations industrielles à l'Université de Montréal et directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail. En effet, chaque année, 100 millions de paysans quittent la campagne pour tenter leur chance en ville.

Travailleurs migrants

C'est l'un des noeuds du problème. Les travailleurs qui arrivent en ville deviennent automatiquement des illégaux puisque les dirigeants chinois contrôlent les déplacements des citoyens à l'aide d'un visa de résidence. «C'est un enjeu énorme, soutient Gordon Betcherman. Tout le monde a un permis pour vivre à un endroit précis. Il est juridiquement impossible pour quelqu'un de partir travailler ailleurs. Une autorisation officielle est requise. Pour les dirigeants chinois, qui craignent une migration trop grande et trop rapide des emplois, c'est une façon de planifier l'économie. Quelques petites villes sont exemptées, mais pas les grandes.»

Ces millions de paysans, devenus illégaux, exercent alors une pression à la baisse sur les conditions de travail. «Ça fait de la main-d'œuvre bon marché, c'est sûr. Ces travailleurs n'ont aucun pouvoir de négociation, ils n'existent pas d'un point de vue juridique!» affirme Gregor Murray.

Les dirigeants chinois sont toutefois de plus en plus souples sur cette question. «Il y a 120 millions de chômeurs urbains et les autorités savent qu'elles doivent changer ce système à cause de l'extrême pauvreté à l'intérieur des terres», soutient Fred Bild, ambassadeur du Canada à Pékin de 1990 à 1995, aujourd'hui professeur de politique chinoise à l'Université de Montréal.

Il ne faut surtout pas compter sur les syndicats pour faire progresser les conditions de travail au rythme du PIB. Il en existe bien un... mais un seul. Chaque regroupement d'employés qui veut former un syndicat fera partie de la Fédération nationale des syndicats. «Ça n'a rien à voir avec les syndicats qu'on connaît ici, explique Fred Bild. Ils ne sont pas indépendants, ils agissent davantage comme des partenaires pour les travailleurs que comme de farouches défenseurs.»

Le regroupement doit absolument être membre du Parti communiste, qui jette un oeil sur le syndicat. D'ailleurs, les grèves sont quasi inexistantes. «Par exemple, il y a parfois des ralentissements de travail pour protester contre des salaires impayés, souligne Patrick Paradis. Mais jamais vous ne verrez de pancartes dehors et de grands mouvements de protestation.»

Catégorie : Économie

Sujet(s) uniforme(s) : Syndicats

Type(s) d'article : Article

Taille : Long, 823 mots

© 2004 *Le Devoir*. Tous droits réservés.

Doc. : news-20040317-LE-49973